

RebelleS

«DE LA RÉVOLTE A LA RÉVOLUTION !»

Journal des Communistes de l'UCJR

Pour la parution d'un mensuel révolutionnaire de la jeunesse

N° 02 - 1 F

ÉDITORIAL :

**Contre la répression anti-ouvrière,
contre l'intoxication et les attaques
anti-jeunes, développons nos luttes !**

Ce qui se passe dans la France de 1976, on ne l'avait pas vu depuis longtemps :

- Des dizaines de soldats et de syndicalistes entraînés devant un tribunal d'exception, sans que la bourgeoisie puisse fournir la moindre preuve contre eux.

- Des dizaines de grèves ouvrières réprimées par les CRS depuis deux mois : il serait d'ailleurs plus rapide de citer les endroits où les flics ne sont pas intervenus. Des délégués chassés des usines, et assignés en «justice» par les patrons.

- Des plaintes déposées contre des sections syndicales pour fait de grève par des patrons qui réclament parfois plusieurs centaines de millions de dommages et intérêts.

- Des projets de lois qui visent à interdire les manifestations et les occupations d'usine, qui imposeront aux fonctionnaires de ne se livrer à aucune activité politique, même en dehors de leur travail. Si ces lois passent, la seule possibilité qui restera sera-t-elle de choisir librement ses menus ou ses habits?

- Une campagne anti-jeunes sans précédent où tous les arguments sont bons, pourvu qu'ils aggravent encore le fossé entre les gens d'âge différent (jeunes = fainéants = bruyants = désaxés =

voyous = drogués = gangsters = inquiétants = dangereux)

- Un renforcement de la présence policière dans les quartiers, qui, sous couvert de lutte contre la délinquance, a pour but d'encadrer les jeunes et les ouvriers des grands ensembles (les flics se permettent de rentrer chez les gens s'ils entendent du bruit !)

- Des licenciements de dizaines d'éducateurs, leur remplacement, s'ils ne veulent pas faire les mouchards, par du personnel lié au ministère de la justice et à celui de l'intérieur, la mise à la porte d'animateurs, la fermeture de maisons de jeunes dans les quartiers, etc...

Pourquoi cette violence et ces attaques anti-populaires ?

C'est que la bourgeoisie au pouvoir craint par dessus tout que les luttes ouvrières parviennent à se coordonner, à briser leur isolement. C'est qu'elle a peur de voir la révolte des jeunes se transformer en conscience révolutionnaire et s'allier au combat des masses populaires. Voilà pourquoi elle tente de prendre les devants, voilà pourquoi elle décide toutes ces mesures répressives !

SUITE PAGE 2

Sommaire

- le journal que nous voulons

Qui sommes-nous ? p. 2

Les lecteurs critiquent le N° 0 p. 3

- campagne anti-jeune

premières ripostes p. 4 - 5

- du côté des écoles de la bourgeoisie

Enquête au CET de Roubaix p. 6

Le journal que nous voulons

suite de
l'éditorial

Cela, il ne faut pas le tolérer !

Contrairement à Marchais et à son parti, qui parlent beaucoup de libertés (pour eux et pour la bourgeoisie), mais sont absents des batailles en cours pour les défendre, nous devons passer à la contre attaque :

- en faisant bloc autour des grèves ouvrières, en développant la solidarité avec les ouvriers victimes de la répression,

- en agissant pour la libération des appelés et des syndicalistes, en exigeant l'arrêt des poursuites engagées,

- en ripostant par des grèves à toutes les mesures répressives dans les écoles,

- en développant des actions dans les quartiers contre chaque attaque dont sont victimes un ou plusieurs jeunes (passage à tabac, tracasseries policières, fermetures des MJ etc...)

Dans ce combat, il nous faut multiplier les contacts avec la population, organiser avec elle des rencontres et des discussions sur la situation actuelle des jeunes et des ouvriers, briser l'isolement dans lequel la campagne d'intoxication veut nous enfermer.

- Halte aux attaques de la bourgeoisie contre les libertés démocratiques !

- Contre la répression antiouvrière, solidarité de la jeunesse !

- Contre l'intox et les attaques anti-jeunes, unité avec la classe ouvrière !

- Une seule solution, la révolution socialiste !

Maryse CORDIER

qui sommes - nous ?

C'est l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire qui lance «Rebelles». L'U.C.J.R. ne dit pas : «voilà un journal qui est fait par personne», pour, en contrebande, faire passer ses positions (voir la parution récente de «Terminal» !)

L'UCJR annonce la couleur : la couleur, c'est que nous sommes pour la révolution prolétarienne, pour l'instauration en France du Pouvoir des Ouvriers et des Paysans ; que nos amis sont les peuples qui luttent dans le monde, les mouvements de libération nationale, et les pays comme la Chine et l'Albanie qui construisent le socialisme. Que nos ennemis, ce sont les capitalistes du monde entier, les 2 superpuissances qui font planer d'énormes risques de guerre à toute l'humanité ; que nous luttons enfin contre les faux communistes du P«C»F qui se réclament en parole du marxisme, et qui en réalité

défendent l'idée d'une société qui ressemble plus au capitalisme d'état qu'au socialisme.

Est-ce que le fait d'être une organisation interdit d'avoir avec les jeunes un débat permanent, de définir nos positions à partir d'une large discussion avec tous ceux qui sont révoltés par la société capitaliste ? Nous voulons montrer que non !

L'UCJR ne veut pas ressembler à ces sectes qui n'ont jamais tort, qui briment l'initiative des jeunes, veulent les emmener là où ils ne veulent pas aller, manipulent les mouvements et les conduisent à la défaite. Depuis 5 ans, ces groupes ont écœuré des milliers de jeunes, les ont dégoûtés de la Révolution.

L'UCJR veut être une organisation différente, et pour le prouver, elle veut sortir un journal différent

- où l'on puisse échan-

ger des points de vue, dans le but de se mettre d'accord sur la façon dont il faut construire le socialisme,

- où toutes les luttes, même les plus petites, puissent s'exprimer,

- où les peuples du monde et leurs organisations, puissent prendre la parole,

- où l'on puisse discuter de tous les problèmes qui se posent aux jeunes, à la classe ouvrière, aux masses populaires.

UN JOURNAL FAIT PAR DES JEUNES

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, nous sommes des ouvriers, des lycéens, des chômeurs, nous prenons en charge le travail de A à Z. Nous sommes tous des jeunes. C'est pour cela aussi que nous avons besoin de vous.

Roger AUBERT.
membre du
Secrétariat National
de l'U.C.J.R.

DES DÉBUTS PROMETTEURS

Plusieurs milliers de numéros vendus, dix jours après la parution du N° 01 ! Des correspondants affolés qui téléphonent pour dire que leurs stocks s'épuisent. Des diffuseurs qui doivent cacher les 5, 6 exemplaires qui leur restent pour ne pas que d'autres diffuseurs les diffusent à leur place... Bref, «Rebelles» a pris un bon départ.

Soyons cependant modestes : tout reste à faire.

1) Plusieurs centaines d'abonnements à 10 F (six mois) restent à souscrire. C'est très important pour partir du bon pied.

2) Il nous faut davantage

de correspondants, d'articles faits par les jeunes eux-mêmes. Tout nous intéresse, n'hésitez pas.

3) Il faut qu'on fasse des progrès techniques (composition, photos, etc...). On a déjà un léger retard pour le N° 1.

Avec votre aide cependant, nous parviendrons à coup sûr à vaincre ces quelques difficultés ! Écrivez-nous.

En avant vers le N° 1 de «Rebelles» !

AUSOMMAIRE DUNUMÉRO1 NOTAMMENT :

- Halte à la campagne anti-jeunes ; la vérité sur la délinquance-interview du juge Pascal ; reportages auprès de jeunes, dans les quartiers populaires.

- chômage : les droits des jeunes chômeurs.

- Rubrique internationale : «j'étais avec les feddayin».

- Centrales nucléaires :

la loi du profit.

- Sports : Trafic de jeunes à St Etienne ; le Karaté Full contact.

- Histoire : la brigade Manouchian.

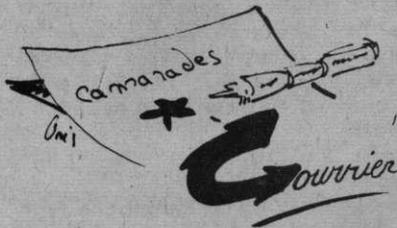
- L'anniversaire de l'assassinat du camarade Pierre Overney - Poster

- Cinéma - Lecture - Disques - Théâtre - Jeux - Bricolage.

Adresse provisoire :
Herment
57, rue Ordener
75018 - PARIS

Le journal que nous voulons

LES LECTEURS CRITIQUENT LE NUMÉRO ZÉRO



DRANCY

«Après une diffusion massive sur le lycée (110 en une semaine), nous avons organisé cette semaine une première réunion de lecteurs. Une quinzaine de lycéens y participaient. Après discussion, nous sommes tombés d'accord sur les points suivants :

Ce projet de journal est enthousiasmant, parce qu'il va se démarquer de toute la presse bourgeoise pour jeunes, et surtout parce qu'on pourra participer à son élaboration.

Mais à notre avis, il manque un contenu politique au numéro 0 : il y a la tendance, par exemple dans les articles sur la campagne anti-jeunes, à rapporter des faits d'oppression, sans apporter de perspectives à long terme, (pourquoi cette campagne anti-jeunes actuellement, quelle est notre stratégie par rapport à la politique de la bourgeoisie), ni de perspectives à court terme (comment lutter).

Pour ce qui est des articles sur le sport et les loisirs, il faut faire attention : il existe de nombreux journaux spécialisés (sur la moto, le karaté par exemple) : nous ne cherchons pas à les concurrencer sur ce terrain ; nous devons montrer en quoi dans ces domaines la bourgeoisie cherche à rouler et à embrigader la jeunesse.

D'autre part, il ne faut pas que le journal parle uniquement de la jeunesse. Au contraire, il faut qu'il nous aide à avoir une vision d'ensemble, et en particulier à faire la liaison jeunes-classe ouvrière. »

LYON

«L'article sur la campagne anti-jeunes est bien reçu en général. Pourtant, des camarades n'ont pas compris tout l'article et demandent qu'on soit plus clair (exemple : l'article sur Battant).

On voit mal l'unité de tous les articles dans le journal.

Il apparaît aussi que des termes

stéréotypés ressortent trop, que les jeunes ont marre de lire, donc il faudrait un style un peu nouveau.

Le style n'est pas assez gai, le journal manque d'humour.

Les jeunes réclament également des articles sur le socialisme que nous voulons, sur l'expérience chinoise par exemple. »

VILLEFRANCHE

« Enfin un journal qui parle de ce qui se passe dans les quartiers populaires et les groupes de jeunes.

Lors d'une diffusion à la sortie d'un lycée technique, on en a diffusé 24 : ce qui est intéressant, c'est que l'on a discuté finalement avec une vingtaine de groupes de 3 ou 4 lycéens.

Pour cette intervention, on a utilisé un panneau consacré à la campagne anti-jeunes, avec des exemples : Besançon, Grenoble, Villefranche. »

Il nous faudra à présent, pour le 2^e numéro 0, organiser des réseaux de diffusion à l'intérieur des lycées et CET.

PARIS-DES TRAVAILLEURS DE FJT

« Ce qui nous semble important, c'est que ce journal est fait par des jeunes. Il fait de bonnes révélations (par exemple l'article sur la prison clandestine d'Arenc) D'autre part, il engage un débat permanent. Actuellement, il nous faut lutter contre le chômage et la rePRESSION : «Rebelles» va nous faciliter la tâche ».

PARIS - DISCUSSIONS AVEC DES LYCÉENS (voltaire, Arago, Hélène Boucher...)

Un journal pour parler de tout, pour s'informer :

Il faut que «Rebelles» parle de tout, des problèmes qui se rattachent directement à la politique (chômage, campagne anti-jeunes...), et de tout le reste, en donnant un point de vue révolutionnaire : ce qui est important, c'est qu'on s'informe avec un point de vue, dans «Rebelles», ce sera un point de vue révolutionnaire, de ceux qui veulent servir le peuple.

Un journal pour le mouvement d'ensemble

Nous sommes d'accord avec vous pour dire que les luttes qu'entament les jeunes sont isolées. Il faut absolument que les jeunes écrivent, comme ça on pourra leur faire des propositions, on pourra aussi aller leur donner un coup de main, les soutenir. Comme ça on remportera des victoires...

MACON

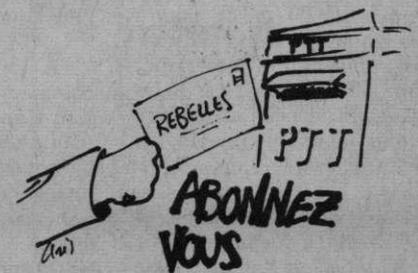
A Macon, la première diffusion a été très encourageante. Des dizaines de numéros vendus en une seule soirée. «Rebelles» accroche, tranche par son but et son style. Les gars posent des questions, s'informent, «qui est-ce qui le fait», «comment est-il financé».

La rubrique «les lecteurs ont la parole» : c'est très positif, ça change vraiment des c... du bébé de Sheila ou de la dernière fugue d'amour de Michel Sardou. Ce serait drôlement bien si tous les jeunes pouvaient réellement correspondre.

Tous les élèves du technique internes au lycée Lamartine ont fait la connaissance de «Rebelles». L'accueil a été très chaleureux : c'est drôlement bien qu'un journal soit fait uniquement par des jeunes, sans aide de la publicité. Moi je vais le vendre autour de moi à des copains à Villefranche.

Dans la salle d'étude et au dortoir, les gars commencent à coller «Rebelles» sur la porte des armoires.

«Rebelles» vaincra !



CAMPAGNE ANTI-JEUNES ORGANISONS LA RIPOSTE!

La campagne anti-jeunes dont nous donnons quelques illustrations ici fait partie intégrante de l'attaque d'ensemble de la bourgeoisie contre les libertés des masses populaires.

Donner de la jeunesse une image déformée, développer les contradictions pouvant surgir entre les jeunes et les travailleurs, susciter chez les travailleurs des réactions contre lesquelles les jeunes se révolteront, justifier le renforcement de la présence policière, tels

sont les buts de cette campagne.

Les jeunes ne doivent pas rester isolés. Au contraire, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, ils doivent s'expliquer avec les masses populaires, discuter avec elles de l'école capitaliste, qui élimine les fils du peuple et les livre de plus en plus massivement aux patrons sans qualification, ni certitude d'avoir un emploi stable ; discuter avec elles des conditions de travail des jeunes qui poussent par exemple certains d'entre

eux à changer souvent d'emploi (la fameuse instabilité dont parle la bourgeoisie !) ; discuter du chômage, qui touche 800 000 d'entre eux, de l'impossibilité réelle de trouver du travail ; discuter de la vie familiale que le rythme de vie imposé par le capitalisme détruit, en éliminant les contacts, les discussions et en ramenant tout à des mesures autoritaires ; discuter de la délinquance, que nous condamnons, mais qui est produite par la situation dans laquelle se trouvent des milliers de

jeunes ; discuter enfin des actions à entreprendre dans les quartiers, les usines, dans la vie de tous les jours, pour développer l'entente, sur des bases de lutte, entre les générations qui font partie du même camp du peuple.

A bas la campagne anti-jeunes !

Vive l'unité des jeunes et des masses populaires pour la révolution socialiste !



BESANÇON : verdict pour les jeunes de Battant

A la suite de la souricière tendue par la police contre des jeunes de Battant (quartier populaire de Besançon - voir «Rebelles» n° 01), plusieurs de ceux-ci ont été arrêtés et sont passés en procès.

Deux ont été relaxés, 4 autres sont condamnés de 1 à 4 mois de prison avec sursis. Les peines sont assez

lourdes, alors qu'il n'y avait rien dans les dossiers.

Le jour du procès, les camarades sont intervenus tout l'après midi avec une banderole devant le tribunal. Ils appelaient au soutien financier des familles. Ils dénonçaient la campagne anti-jeunes. Les multiples discussions approfondies, avec les passants, tant avec des per-

sonnes âgées qu'avec des jeunes, ont bien montré que sur Besançon, l'indifférence ne l'emporte pas.

Cette mobilisation a été principalement positive :

- L'«Est républicain» a arrêté ses calomnies. Il n'a même pas fait le compte rendu de l'audience les jours suivants.

- alors que les dossiers, bien que vides d'accusations

sérieuses, mentionnaient une demande de sanction «pour l'exemple», et d'au moins 3 mois pour tous, le verdict a été inférieur à celui pratiqué habituellement.

C'est sur cette voie qu'il faut nous engager : la voie de la riposte, de la lutte, celle de l'unité avec les travailleurs.

correspondant BESANÇON.

A BAS LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES !

CHALONS/SUR/MARNE pétition anti-jeunes

Au quartier Schmidt, circule une pétition de plainte contre un groupe de jeunes qui a l'habitude de se réunir sous un porche d'immeuble... Une femme de l'immeuble nous a rappelé que cette pétition a été impulsée par un gendarme et que la seule solution qui y est envisagée, pour pallier au bruit que font ces jeunes, c'est les «faire embarquer»...

Souignons que sur cinq jeunes, quatre sont au chômage, un vient de s'engager dans l'armée... pour échapper aux

poursuites...

Lorsqu'on les interroge, les jeunes disent qu'ils regrettent en partie ce qu'ils ont pu faire, mais que par contre ils demandent un local depuis des mois. Ils sont unanimes à dire que les distractions n'existent pas à Schmidt, que le cinéma ou autre distraction payante ne sont pas à leur portée, la plupart étant à la charge de leurs parents.

correspondant CHALONS



L'HISTOIRE DE MISTRAL

comment les jeunes s'organisent sur leur quartier

Au début, c'était un peu chacun dans son coin. Les gars luttèrent dans leur boîte, mais ils n'en parlaient pas dans la cité. Et puis, avec l'arrivée des flics et des militaires, il a commencé à y avoir des histoires : la plainte pour bruit et l'invasion des flics à la maison des jeunes. Le coup de ceinturon du militaire au jeune dans la tour. Les jeunes ne se sont pas laissés faire. Ils n'ont pas permis aux flics de rentrer

dans la maison des jeunes. Ils ont riposté à l'attaque du militaire...

Au mépris de la répression, ils ont riposté spontanément.

C'est avec l'histoire des chats morts qu'un nouveau pas a été franchi : gros tapage de la presse qui prétendait que les jeunes, à la cité Mistral, torturaient les chats. Cette

campagne a été suivie de plusieurs «opérations coup de poing» dans la cité. Les jeunes ont demandé des comptes au journaliste du Dauphiné libéré, ils l'ont fait venir s'expliquer à la cité, il n'a pas pu se justifier, il a dit que lui n'y était pour rien, qu'il n'était que journaliste. La colère des jeunes était grande. L'idée leur est venue, pour rétablir la vérité, de faire un journal eux-mêmes qu'ils distribue-

raient dans la cité. C'est comme ça qu'a démarré l'«Uppercut». C'est grâce à l'«Uppercut» que tous les habitants de la cité savent que les jeunes de Mistral ne tuent pas les chats.

Ils ont riposté au racisme anti-jeunes en s'organisant. Ils ont déjoué sur la cité la campagne de presse.

correspondant Grenoble.

INTERVIEW

non à l'encadrement policier de la jeunesse

A Toulon, Marseille, Chalon, Bordeaux, Besançon des éducateurs progressistes ont été licenciés et remplacés par des éducateurs flics.

Nous publions ici un extrait de l'interview accordée par deux travailleurs sociaux, éducateurs en prévention à Chalon sur marne, et qui viennent d'être licenciés.

QdP : Quelle conception avez-vous de votre travail ?

— Nous refusons d'être assimilés à une institution de surveillance ou de répression, nous refusons toute collabo-

ration ou confusion avec la police. Nos principes sont : libre demande, anonymat, tolérance. Il arrive qu'on nous demande des noms, nous nous y sommes toujours refusés.

D'autre part, nous ne voulons pas donner bonne conscience par rapport aux carences du système, en mettant de l'huile dans les rouages qui grincent, mais nous voulons faire poser des problèmes. On ne veut pas animer le quartier comme ça, pour faire passer le temps aux gens. On veut leur donner «un pouvoir d'expression». Par exemple, quand des gens

ont été menacés d'expulsion, on leur a fourni des textes pour se défendre.

QdP : Quelles ont été les contradictions avec le chef de service ?

— Derrière les prétextes, il y a un problème d'orientation. On nous demande de signaler des cas, donc de fournir des noms. Surtout, on nous a reprochés d'être trop proches des gens du quartier, d'être de leur côté : «alors que vous êtes payés par la municipalité et l'état, vous ne jouez pas le jeu, vous êtes passés de

l'autre côté de la barrière».

Le chef de service est allé jusqu'à dire qu'il préférerait nous payer à ne rien faire, dévoilant bien ainsi le rôle de caution et d'alibi qu'il veut nous faire jouer. Il y a eu également des entraves administratives à notre travail : on nous a demandé, pour tous les déplacements de nuit, un ordre de mission avec les noms des personnes concernées, ce qui entre en contradiction avec l'anonymat.

Interview recueillie par le Quotidien du Peuple à CHALONS SUR MARNE.

DU CÔTÉ DES ECOLES DE LA BOURGEOISIE

**C.E.T. FOCH
ROUBAIX**

**mépris et
exploitation
des jeunes**

«Vous êtes trop bêtes pour apprendre quelque chose, et si vous êtes ici, c'est parce qu'on est obligé de vous garder jusqu'à 16 ans». C'est ainsi que la surveillante générale résumait la situation du CET devant les délégués de classe.

Le CET Foch fait donc partie de ces établissements scolaires conçus spécialement pour parquer les jeunes avant qu'ils ne soient livrés à l'exploitation directe des patrons, ou «pris en charge» par une ANPE. Officiellement, il s'agit pour les jeunes filles qu'il accueille d'apprendre pendant trois ans tout ce qui a trait aux «tâches de collectivité», de l'entretien d'une maison à la cuisine, en passant par la couture, la lessive... Les jeunes filles que des représentants patronaux viennent chercher à la fin de chaque année scolaire sont embauchées comme «femmes de service» dans les restaurants d'entreprise, des cantines scolaires, des hôpitaux...

Pour ce qui est de la formation, les employeurs ne peuvent qu'être satisfaits. L'accent est mis sur la formation pratique. Au diable les bavardages ! *«Vous êtes là pour apprendre à nettoyer !... Ce qu'il vous faut, c'est de la*

pratique, la théorie, ce n'est pas pour vous...» Et, de fait, les filles de première année, sur un emploi du temps de 34 heures, ont 8 heures d'enseignement général (maths, français, sciences nat. et dessin) et 26 heures de travaux d'entretien.

Chaque cours d'enseignement ménager est l'occasion d'un nettoyage minutieux de l'établissement, des couloirs, des salles de classe, des bureaux, etc... On comprend alors facilement que l'école n'ait besoin d'employer que deux femmes de service.

Hormis l'entretien de l'établissement et la préparation des repas, c'est par la confection des robes, jupes et autres vêtements que les filles apprennent la couture. Au premier trimestre, ce qui était demandé à une classe, c'était de confectionner 20 jupes par élèves, en deux semaines. *«Ma copine qui aime bien la couture, était arrivée à en faire près d'une quarantaine en deux semaines. Mais quand le prof a dit que les jupes avaient été vendues pour le compte du CET à une usine, ça a jeté un froid dans la classe. On s'était bien gardé de leur dire avant».* Béné-

ficie de l'opération pour les élèves : pas un centime ! Et cela, quels que soient les travaux effectués, est une règle générale. Le seule rémunération est une prime de 180 F par trimestre, destinée à encourager *«les élèves qui font bien leur travail, avec cœur, qui ne rechignent pas»*, l'administration prenant d'ailleurs n'importe quel prétexte d'indiscipline de la part d'une élève pour la supprimer à toute la classe.

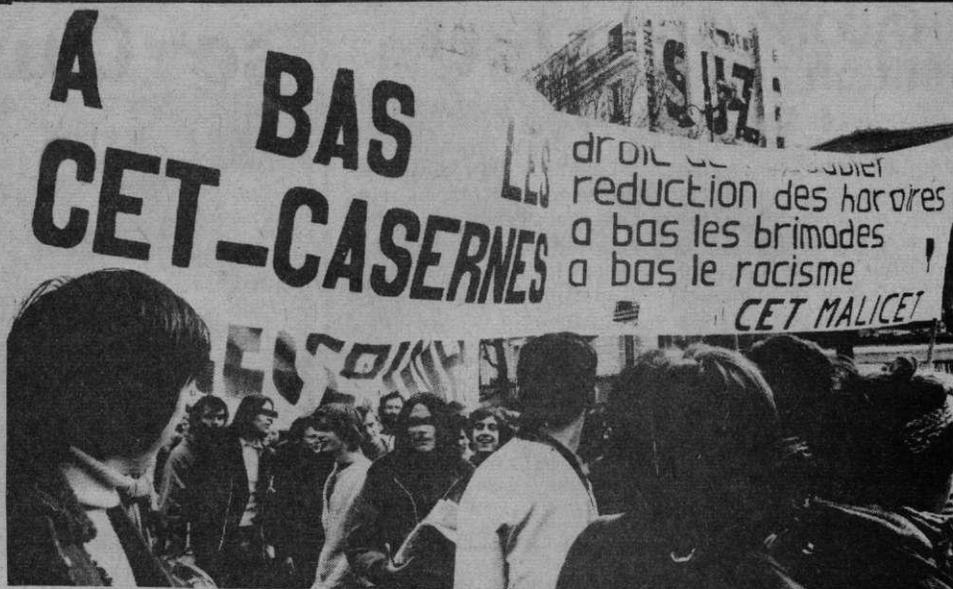
Autre élément de répression qui ne manque pas lui non plus de révolter les élèves, c'est le nouveau règlement intérieur. Pour la moindre bagatelle, retard de 5 minutes le matin, ou assiette cassée pendant le «cours» de cuisine, il fait planer sur les élèves la menace de 2 ou 4 heures de colle, passées à faire toute la vaisselle ou à éplucher des légumes, le mercredi après-midi ou le soir entre 6 et 8 heures.

Et c'est bien parce que les filles commencent à se révolter, à parler des possibilités de lutte, à faire des pressions sur l'administration pour obtenir des salles de réunion... que la directrice a convoqué les délégués de classe. Les filles sabotent spontanément la corvée de nettoya-

ge. Elles commencent à prendre conscience de leur exploitation ; elles osent approuver les tracts de l'UCJR, appelant les élèves à organiser la lutte, devant tout le gratin de l'administration et la crème des professeurs réactionnaires ; la directrice ne peut l'accepter. Aussi demande-t-elle aux déléguées d'enquêter sur leurs camarades : *«qui ose faire de la politique dans ce CET ? A quelle organisation appartiennent ces élèves ?»*... Mais lorsqu'elle a demandé s'il y en avait qui refusaient de mener cette enquête, près de la moitié a levé le doigt, quant aux autres, c'est avec bien peu d'enthousiasme qu'elles jouent le rôle de mouchard. Comme on pouvait le prévoir, l'enquête n'a pas abouti...

«Il faut qu'on se réunisse, qu'on fasse le tour des classes pour mobiliser les autres»... «ce qu'il faut sur ce CET, c'est un mouvement»... Les sermons de la directrice n'ont décidément pas porté bien loin, et il est à prévoir que cette volonté de lutte, cette aspiration à l'unité que manifestent les filles de Foch, ne laisseront aucun répit à l'administration.

Correspondant Roubaix



En avant vers les Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire

Dans le cadre de la préparation des Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire, nous publions la première partie d'un projet de plate-forme. Elle doit être discutée partout, avec le maximum de jeunes, complétée et enrichie par l'expérience de tous. Elle doit faire l'objet de réunions dans les écoles, les entreprises, les Foyers de Jeunes Travailleurs et

les quartiers.

Il est clair par ailleurs que, dans chaque profession et dans chaque usine, nous avons des revendications et des problèmes particuliers : il faut en dresser la liste, la faire circuler de façon à ce qu'elle soit connue et débattue le plus largement possible.

C'est ainsi que nous

parviendrons à la définition précise de ce que veulent les jeunes. C'est ainsi qu'au cours même des discussions, s'opèreront les premiers regroupements, et que seront décidés les moyens à mettre en œuvre pour faire triompher nos revendications !

Envoyez
les compte-rendus de discussions ou de réunions
à «Rebelles»
57, rue Ordener
75018 - Paris

(la 2^e partie comprendra les revendications à l'école, à l'armée, et sur les droits des jeunes)

EN AVANT
VERS LES AJOP !

PROJET DE PLATE-FORME DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE ET POPULAIRE (1^o partie)

TRAVAIL

- Pas de salaire inférieur à 2 000 F !
- Suppression de tous les abattements d'âge !
- A travail égal, salaire égal !
- Non à la déqualification !
 - + 2 ans ou plus au CET = le P1 pour tous !
 - + le CAP = le P2 !
- Non aux contrats à durée limitée !
- Titularisation des auxiliaires !
- Pas d'horaire supérieur à 35 heures pour les moins de 18 ans !
- Suppression totale du travail de nuit en dessous de 18 ans !
- Pas de travail à la chaîne pour les moins de 18 ans !
- Application effective des lois concernant, pour les moins de 21 ans, les travaux insalubres, les travaux de nuit, les travaux dangereux ou pénibles !
- 5 heures par semaine, payées par les patrons, pour tous les jeunes travailleurs de 16 à 21 ans qui veulent préparer un examen !
- Eligibilité aux élections professionnelles à 18 ans !
- Temps de transport payé comme temps de travail !

CHÔMAGE

- Abrogation des mesures Durauffour !
- Abrogation de la circulaire Métais !
- Inscription obligatoire par l'école des jeunes qui finissent ou arrêtent leurs études !
- Des indemnités, y compris pour ceux qui n'ont jamais travaillé, dès qu'ils sont inscrits !
- Les 90 % pour les jeunes licenciés !
- Médecine et transports gratuits pour les jeunes chômeurs !
- Bons de cantine et bons de spectacles pour les jeunes chômeurs !
- Le SMIC pour ceux qui rentrent en FPA sans avoir jamais travaillé !
- Intégralité du salaire précédent pour les jeunes travailleurs en FPA !
- Réembauche des travailleurs dès la fin du service militaire dans leur ancienne entreprise avec bénéfice des augmentations obtenues pendant l'année d'absence, avec la même qualification !
- Droit aux indemnités de chômage pour les jeunes qui, à la fin du service militaire, cherchent leur 1^{er} emploi !

APPRENTIS

- Pas de salaire inférieur

à 1 000 F la 1^{ère} année !
1 500 F la 2^e et la 3^e année !

- Pas d'horaire de travail supérieur à 27 h pour les apprentis !
- 8 h de cours obligatoires par semaine !
- Respect par les patrons de la loi concernant l'obligation du contrat !
- Impossibilité pour les patrons de rompre le contrat !
- Possibilité pour les jeunes, à partir de 16 ans, de rompre le contrat !
- 6 semaines de congés payés pour les apprentis, dont 4 semaines obligatoirement à la suite et en été !
- Respect de la loi sur la possibilité pour les apprentis de se syndiquer !
- Suppression du travail de nuit pour tous les apprentis, sans aucune exception même dans le commerce !

QUARTIERS

- Logement

- Pas de loyer supérieur à 10 % du salaire !
- Un logement pour tous les jeunes contraints de changer de région !
- Une prime de logement et d'installation pour les jeunes de 16 à 21 ans !
- Construction accélérée

de FJT !

- Droit d'expression, de réunion, d'organisation et de visite dans les FJT !
- Non aux augmentations de loyer !
- Non aux expulsions des FJT des jeunes chômeurs !

- Loisirs

- Des locaux pour les jeunes dans les quartiers !
- Les notables bourgeois hors des Maisons de Jeunes !
- Droit d'expression, de réunion et d'organisation dans les Maisons de Jeunes !
- Des programmes choisis par les jeunes !
- Représentation dans les organismes de direction d'habitants du quartier élus par les jeunes !
- Construction accélérée de stades, piscines, aires de jeux !
- Libre accès aux installations existantes !
- Augmentation et extension à tous les jeunes des réductions existantes sur les spectacles !

*

Petites nouvelles du libéralisme et de la democratie avancées...

TOUS DES GANGSTERS !

La cour de cassation vient de confirmer la condamnation à mort de Bruno T., 17 ans, coupable d'avoir assassiné une vieille dame. Cet arrêt ne peut que nous inspirer un peu plus de haine pour cette société qui pervertit à ce point un jeune ; puis qui le condamne à mort comme une bête malfaisante.

Seul un geste de Giscard peut maintenant sauver Bruno de la guillotine : l'arrêt de la cour de cassation vise sans doute à lui permettre de montrer son «libéralisme».

TOUS DES DÉTRAQUÉS !

On fait beaucoup de batailles ces temps-ci à propos de la secte de Moon, généreusement financée par la CIA, dont l'objectif n° 1 est la lutte contre le communisme dans le monde.

En même temps, on cherche une nouvelle fois à discréditer les jeunes ; nouveau refrain : ils deviennent tous mystiques. Un sondage récent avait déjà dit les mêmes bêtises.

TOUS DES DÉPRAVÉS !

Marmande : des dizaines de lycéennes auraient eu recours à l'avortement. Les chiffres sont très élevés, affirme la fédération des parents d'élèves Armand. (une douzaine sur 2500, dit-on ailleurs!)

Bizarres, ces chiffres, quand on connaît les difficultés actuelles pour obtenir un avortement légal.

Et l'on parle à qui mieux mieux du «relâchement

des mœurs» dont seraient coupables les jeunes...

LES DOSSIERS VIDES

Que reste-t-il de la thèse du «complot international» contre l'armée, après la publication des dossiers d'accusation par les avocats des militants poursuivis devant la cour de sûreté de l'état ?

Absolument rien.

Les détenus et les inculpés ont eu seulement le tort d'assister à un meeting, d'avoir une certaine conception de l'armée, bref d'exercer des libertés démocratiques.

La thèse de «subversion» contre l'armée s'écroule : elle n'était que prétexte pour frapper le mouvement des travailleurs, pour emprisonner des syndicalistes.

Au moment où 24 syndiqués CGT viennent de se faire licencier de chez Peugeot, où le syndicat CGT d'Air France est attaqué en justice, où Ponia profère des menaces contre le droit de manifester, plus que jamais la lutte pour les libertés démocratiques, contre la répression anti-ouvrière est à l'ordre du jour.

LES VOYAGES FORMENT LES MINISTRES

Lecanuët était allé voir Schmidt, (le collègue allemand de Mitterrand), organisateur méthodique de la répression contre les révolutionnaires, auteur de récentes lois anticommunistes.

Poniatowski pour sa part est allé prendre des leçons de libéralisme avec

Fraga Ibarne, ministre espagnol de l'intérieur (au moment où 130 leaders ouvriers, accusés de faire partie du comité de grève de Madrid, se faisaient arrêter).

Entrevue discrète, mais fructueuse. Il est ressorti en disant : «*le gouvernement espagnol est actuellement engagé dans une action de réforme et de libéralisation progressive qu'il convient de suivre avec intérêt et sympathie*»

QUI DIT MIEUX ?

«*La dictature du prolétariat, c'est dépassé*», voilà ce que répète Marchais à longueur de journées à la télé. Dans la foulée, il a même dit que le prolétariat aussi, c'était dépassé.

Décidément, au P«C»F, quand on brade, on brade : on liquide ainsi les derniers principes marxistes léninistes derrière lesquels on abritait ses trahisons depuis 25 ans. Au placard Lénine et toute l'expérience des peuples du monde, place au génial théoricien Marchais.

Mais les «théories» nouvelles comme celles là sentent la vieillesse, et dans l'histoire, ses supporters n'ont jamais été bien loin.

Au moment où on ne peut pas faire grève sans avoir les CRS sur le dos, où la répression s'abat sur les ouvriers, les paysans, les syndicalistes et les jeunes, il ne faut pas manquer de culot pour proposer un socialisme où les patrons pourront faire ce qu'ils veulent, où ils disposeront de leur presse, où la police, l'armée ou la bureaucratie ne seront que par-

tiellement transformées, et encore !

Drôle de socialisme, en fait, que cette société dont le P«C»F nous rabat les oreilles, où les choses changeront de forme et de nom, mais où l'exploitation capitaliste continuera comme par le passé.

La liberté pour les nouveaux bourgeois du P«C»F et leurs alliés, pas pour le peuple et les révolutionnaires, voilà ce que veut Marchais. Mais ça, on le savait depuis longtemps.

ET CATALA ?

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, Catala, qui est comme chacun sait le secrétaire de la J«C»(quoi qu'il n'en soit plus à sa toute première jeunesse...), n'a pas disparu. Il était en voyage.

Le problème, par contre, c'est que son organisation a disparu, elle, à la grande surprise sans doute des militants honnêtes qui l'avaient rejointe en croyant qu'elle faisait un travail sérieux !

Une grande campagne sur le chômage en automne, quelques actions de m'as tu vu sur les libertés dans les lycées en décembre, deux trois grands meetings-spectacles (pardon spectacles-meetings) où on chante la «pêche aux moules», et puis plus rien !

Manquerait-on d'idées à la direction de la J«C» ? Mais non, vils gauchistes, vous verrez qu'ils nous sortiront encore deux ou trois gadgets d'ici les vacances !

Gadgets, gadgets, ça ne durera pas longtemps.